
ÉTUDE DES CRÉDITS

2019 – 2020

**Demandes de renseignements particuliers
du troisième groupe d'opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

#	Liste des questions
RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2019-2020.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2019-2020.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
RP6	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir : <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;b) la liste des membres du conseil d'administration;c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière : <ul style="list-style-type: none">a) des frais de déplacement;b) des frais de représentation;c) des frais de repas;d) des frais de voyage;e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

#	Liste des questions
RP155	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP156	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP157	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP158	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l'effectif, exprimé en ETC, en nombre d'employés. Ventiler par année, par type d'emploi et par région.
RP159	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.
RP160	Évolution de l'effectif depuis cinq ans, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP161	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP162	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.
RP163	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP164	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP165	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
RP166	Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.
RP167	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP168	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).

#	Liste des questions
RP169	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP170	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP171	Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP172	Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP173	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2019-2020.
RP174	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP175	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP176	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
RP177	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
RP178	Nombre de dossiers liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées</i> (PL 57).
RP179	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.
RP180	Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.
RP181	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP182	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP183	Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.
RP184	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs aux lésions professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.

#	Liste des questions
RP185	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.
RP186	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.
RP187	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.
RP188	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP189	Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP190	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés au cours des cinq dernières années.
RP191	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP192	Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP193	Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP1

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019.

LOGICIELS	
Achat	62 862 \$
Entretien	512 477 \$
MATÉRIEL	
Achat	143 025 \$
Entretien	15 099 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel du Tribunal)	2 073 168 \$
Externes (entretien du système de mission)	281 102 \$
CSPQ et MTESS	336 643 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	483 801 \$
Externes	131 611 \$
TOTAL	4 039 788 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction générale des technologies de l'information
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Fiche : RP2

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

L’information sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP3

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR LA LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU DE TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, quatre comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l’un ou l’autre des comités :

Nom	Montant
Madame Suzanne Comtois	4 461,07 \$
Monsieur Raymond Levasseur	7 550,36 \$
Madame Anne Parent	11 805,63 \$
Total	23 817,06 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP4

COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA *LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES*, ET CE, DEPUIS CINQ ANS.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a été abolie le 1^{er} janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 27 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP5

DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

La liste de toutes ces activités se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 25 mars 2019

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2018-04-01	Coût de reconnaissance par le Barreau du Québec des formations à l'interne	Barreau du Québec			1 235 \$
2018-04-06	Pourvoi contrôle judiciaire	Barreau du Québec	1	Montréal	93 \$
2018-04-09	Rédaction WEB	Cégep Garneau	1	Québec	116 \$
2018-04-26	Journée de formation en droit du travail	Barreau du Québec	1	Québec	85 \$
2018-04 et 2018-05	Coaching de gestion	Coaching de gestion	1	Montréal	1 875 \$
2018-05-08, 2018-05-16 ou 2018-06-12	Formation juridique de base	Interne - VPQC	38	Montréal ou Québec	- \$
2018-05-09 au 2018-05-10	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC (conférenciers externes)	20	Montréal	4 000 \$
Printemps 2018	Tournée cohérence	Interne - VPQC	103	Montréal	- \$
2018-05-10	Miser sur son intelligence émotionnelle	Groupe MP-Plus	3	Laval	1 020 \$
2018-05-17	Développer son leadership pour l'administration publique	Centre de leadership de compétences	1	Québec	325 \$
2019-05-30	La recherche juridique au 21e siècle	SOQUIJ	1	Montréal	150 \$
2018-05-31	L'avocat, la liberté d'expression et les médias électroniques	Barreau de Montréal	1	Montréal	65 \$
2018-06-03 au 2018-06-05	Colloque CTAC	Conseil des tribunaux administratifs canadiens	40	Gatineau	43 363 \$
2018-06-05	Optimiser son temps	Groupe MP-Plus	1	Laval	390 \$
2018-06-12	L'art de faire une présentation percutante	Cose inc.	15	Montréal	2 700 \$
2018-06-13	L'approche transformative en médiation et résolution de conflit	Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	1	Montréal	895 \$
2018-06-20	Colloque CRHA - Rendez-vous transformation	Ordre des conseillers en gestion des ressources humaines	1	Montréal	397 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2018-06 et 2018-07	Formation RH - rémunération	D. Bélanger	2	Québec	4 208 \$
2018-07-03 et 2018-07-10	Secourisme en milieu de travail	Actions secours	1	Sherbrooke	109 \$
2018-08-23	Oser pour réussir	Groupe MP-Plus	1	Laval	390 \$
2018-08-31, 2018-09-05 ou 2018-10-05	Préparation à un examen écrit	Entrevues Conseils Formation	14	Montréal ou Québec	8 855 \$
2018-09-10	Excel	AFI expertise	1	Québec	190 \$
2018-09-24 au 2018-09-26	Conférence annuelle des présidents et des administrateurs des tribunaux du travail des provinces canadiennes		8	Montréal	1 848 \$
2018-09-27	Recherche et interprétation des plunitifs	SOQUIJ	1	Montréal	275 \$
2018-10-02 au 2018-10-03 2018-10-16 au 2018-10-17	Rencontre du personnel de soutien	Interne - VPSST et VPRT	117	Montréal ou Québec	- \$
2018-10-03	Négociation efficace	Groupe MP-Plus	1	Montréal	390 \$
2018-10-23 au 2018-10-24	Congrès CRHA	Ordre des conseillers en gestion des ressources humaines	4	Montréal	5 850 \$
2018-10-24	Les journées Poudrier Bradet	Poudrier Bradet Avocats	1	Québec	152 \$
2018-10-25	Coaching de gestion	Coaching de gestion	1	Montréal	250 \$
2018-10-25	Leadership d'influence	Groupe MP-Plus	1	Montréal	390 \$
2018-11-06 au 2018-11-07	Rencontre annuelle des techniciens	Interne - VPSST et VPRT	40	Montréal	- \$
2018-11-08	Modifications au Code canadien du travail	Association du Barreau canadien	1	Montréal	110 \$
2018-11-13 au 2018-11-14	Prise de notes, procès-verbal et compte rendu	Accent formation	1	Montréal	495 \$
Automne 2018	Tournée cohérence	Interne - VPQC	92	Montréal ou Québec	- \$
Automne 2018	Formation continue Barreau du Québec	Barreau du Québec	1	En ligne	446 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2018-11-15	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique	École nationale d'administration publique (ENAP)	1	Québec	4 325 \$
2018-11-20	Colloque droit du travail patronal-syndical 4e édition	Maître éditeur	1	Montréal	495 \$
2018-11-20 au 2018-11-21	Assemblée annuelle des juges administratifs du TAT	Interne - VPQC	159	Montréal	9 000 \$
2018-11-20 au 2018-11-21	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC	20	Montréal	3 000 \$
2018-11-21 au 2018-11-22	Rencontre annuelle des conciliateurs	Interne - VPQC	59	Montréal	1 455 \$
2019-01-18	Rétroaction et reconnaissance au quotidien	Alliance des cadres	1	Montréal	249 \$
2019-01-24	Formation en rédaction des décisions	Institut canadien d'administration de la justice	29	Montréal	9 500 \$
2019-02-07	Savoir mieux s'affirmer dans ses relations au travail et dans son rôle conseil	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	1	Québec	295 \$
2019-02-15	<i>Dragon NaturallySpeaking</i> : pour une productivité monstre	Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec	1	Montréal	115 \$
2019-02-15	Communiquer avec impact	Groupe MP-Plus	1	Brossard	390 \$
2019-02-18	Préparation à un examen écrit	Entrevues Conseil Formation	1	Québec	383 \$
2019-02-19, 2019-02-21, 2019-02-26 ou 2019-02-28	Formation médicale	Interne - VPQC	63	Montréal ou Québec	- \$
2019-02-20	Formation juridique de base	Interne - VPQC	19	Montréal	- \$
2019-02-20	Formation « codes motifs »	Interne - VPSST	18	Montréal	- \$
2019-02-22	Utiliser son temps de façon efficace	Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue	1	Val d'Or	131 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2019-02-22	Développement récent en droit de la santé et sécurité au travail	Barreau du Québec	1	Montréal	581 \$
2018-04-01 au 2019-02-28	Formation SAGIR (RH - RF)	CSPQ - SAGIR	3	Québec	- \$
44 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	22	Différentes régions du Québec	6 600 \$
50 jours*	Droits de scolarité — soutien aux études	Établissements scolaires reconnus	15	Différentes régions du Québec	14 186 \$
TOTAL					131 372 \$

* Possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP6

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

Nom	Prénom	Poste: Corps	Poste
Désaulniers Drouin	Mylène	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Hoyle	Blanca-Maria	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Verret	Nancy	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Bélanger	Claire	104	Agent d'information
Curodeau	Hélène	104	Agent d'information
Gagné-Fortin	Sofie-Jeanne	104	Agent d'information
Jacob	Céline	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Talbot	Véronique	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Allard	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Beauchamp	Donald	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Beauchemin	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blouin	Virginie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourgeois	Guylaine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Brzezinska	Danuta	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Dubreuil	Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dulude	Christyan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Fleury	Daniel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franche	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaumond	Michelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gendron	Ariane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Groleau	Chantale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Isaacs	Michael	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lachance	Johanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	André-Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplante	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lehoux	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Paquet	Marie-Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Raymond	Ginette	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Soudir	Patricia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	Danielle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Audard	Antonin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Babineau	Hélène	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs

Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Steve	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Dion	Serge	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Guimont	Daniel	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Houde	Pierre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Lapointe	Luc	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Lepage	Martin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Mercier	Pascal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tayakout	Tahar	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Turcotte	Édith	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Henrion	Stéphane	111	Attaché d'administration
Bélanger	Johanne	112	Bibliothécaire
Bargoné	Linda	115	Avocat
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Bolduc	Étienne	115	Avocat
Boumati	Assirem Amal	115	Avocat
Charbonneau	Édith	115	Avocat
Couture Clouâtre	Marie	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Fournier	Sandra	115	Avocat
Gagnon	Isabelle	115	Avocat
Hébert	Monique	115	Avocat
Lalancette	Luba	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat

Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Trépanier	Suzanne	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Wong	Jennifer	115	Avocat
Arpin	Marie-Hélène	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Fazal Karim	Karima	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Molina-Negro	Pedro	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Perron	André	120	Médecin
Verrette	Sylvie	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traducteur
Abou Zeid	Roger	200	Agent de bureau
Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Boissonnault	Charles-Étienne	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau
Champagne	Nancy	200	Agent de bureau
Chams Eddine	Hasnaâ	200	Agent de bureau
Chapelle	Sandrine	200	Agent de bureau
Cheikh	Rabah	200	Agent de bureau
Claude	Carole	200	Agent de bureau
Cyr	Nicole	200	Agent de bureau
Côté	Marlène	200	Agent de bureau
Denault	Cynthia	200	Agent de bureau
Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Desjardins	Joanne	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Estimé	Marie-France	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Grassi	Marie-Noëlle	200	Agent de bureau
Idrissi Oudrhiri	Rachid	200	Agent de bureau
Labelle	Eric	200	Agent de bureau
Lacelle	Louise	200	Agent de bureau
Laframboise	Christine	200	Agent de bureau
Leclerc	Sylvie	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Lévesque	Josée	200	Agent de bureau
Maheu	Chantal	200	Agent de bureau
Morneau	Sylvie	200	Agent de bureau
Pageau	Anthony	200	Agent de bureau
Paquette	Richard	200	Agent de bureau
Pichette	Carole	200	Agent de bureau
Poiré	Annie	200	Agent de bureau
Porubova	Alla	200	Agent de bureau
Potvin	Sonia	200	Agent de bureau
Quesnel	Francine	200	Agent de bureau
Renaud	Aude	200	Agent de bureau
Salvas	Eveline	200	Agent de bureau

St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Boies	Monique	217	Bibliotechnicien
Carrier	Lorraine	217	Bibliotechnicien
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Amaanah	Naoual	221	Agent de secrétariat
Audet	Noémie	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Bilodeau	Johanne	221	Agent de secrétariat
Blais	Marie-Paule	221	Agent de secrétariat
Blanchard	Carmen	221	Agent de secrétariat
Bédard	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chaara	Houda	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat
Côté	Mélissa	221	Agent de secrétariat
Dauphin	Julie	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Desparois	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Desrosiers	Ann	221	Agent de secrétariat
Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Dufour	Josée	221	Agent de secrétariat
Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Girard	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Grenier	Johanne	221	Agent de secrétariat
Hamel	Alain	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Kandé	Danielle	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Landry-Demers	Gabrielle	221	Agent de secrétariat
Lebeau	Marie-Pier	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Suzie	221	Agent de secrétariat
Leduc	Ariane	221	Agent de secrétariat
Lefavre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Julie	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Léger	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Makanga	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Marchand	Julie	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Marois	Annie	221	Agent de secrétariat
Meunier	Caroline	221	Agent de secrétariat
Meunier	Johanne	221	Agent de secrétariat
Mokoko	Patricia	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Odou	Koko Agbanè	221	Agent de secrétariat
Ouellet	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Parent	Nicole	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Andréanne	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat

Podie Tchouni	Nadège	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Ève	221	Agent de secrétariat
Proulx	Solange	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Ramsay	Amélie	221	Agent de secrétariat
Ross	Charis	221	Agent de secrétariat
Royer	Carolane	221	Agent de secrétariat
Rziga	Ahlem	221	Agent de secrétariat
Saint-Amant	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Salvas	Claudine	221	Agent de secrétariat
Seck	Arame	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
Surprenant	Nancy	221	Agent de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agent de secrétariat
Truchon	Josée	221	Agent de secrétariat
Vézina	Annie	221	Agent de secrétariat
Plamondon	Yvan	241	Magasinier
Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Mriyeh	Maria	249	Préposé aux renseignements
Njonkou	Roger	249	Préposé aux renseignements
Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Lima	Juliana	263	Technicien des travaux publics
Beaudin	Lilianne	264	Technicien en administration
Beaupré	Jocelyne	264	Technicien en administration
Chouikrat	Radia	264	Technicien en administration
Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dansereau	Suzanne	264	Technicien en administration
Dutailly	Sandrine	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Joachim	Yveline	264	Technicien en administration
Labranche	Catherine	264	Technicien en administration
Larouche	Véronic	264	Technicien en administration
Lehouillier	Marie-Josée	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration

Parent	Julie	264	Technicien en administration
Pelletier	Rachelle	264	Technicien en administration
Plante	Marlène	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Thomassin	Diane	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Azim	Mounir	272	Technicien en informatique
Beniaich	Rachid	272	Technicien en informatique
Blais	Jean-Sébastien	272	Technicien en informatique
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Beudet	Pauline	283	Technicien en droit
Beaudoin	Roxane	283	Technicien en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicien en droit
Bolduc	Susie	283	Technicien en droit
Bouchard	Marielle	283	Technicien en droit
Bourau	Alicia	283	Technicien en droit
Bourget	Josette	283	Technicien en droit
Charette	Martine	283	Technicien en droit
Cornell	Dustin	283	Technicien en droit
Desbiens	Michelle	283	Technicien en droit
Desjardins	Danièle	283	Technicien en droit
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien en droit
Dionne	Nathalie	283	Technicien en droit
Drouin	Sylvie	283	Technicien en droit
Fiola	Isabelle	283	Technicien en droit
Gallant	Johanne	283	Technicien en droit
Gallant	Mariette	283	Technicien en droit
Gilbert	Manon	283	Technicien en droit
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien en droit
Hamel	Céline	283	Technicien en droit
Jetté	Pascale	283	Technicien en droit
Lafrenais	Josée	283	Technicien en droit
Laganière	France	283	Technicien en droit
Leblanc	Nathaly	283	Technicien en droit
Maheux	Christiane	283	Technicien en droit
Morin	Julie	283	Technicien en droit
Papardova	Tsvetelina	283	Technicien en droit
Paquet	Véronique	283	Technicien en droit
Parr	Nadia	283	Technicien en droit
Perrin	Karine	283	Technicien en droit
Pronovost	Olivier	283	Technicien en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit
Riverin	Marie-Ève	283	Technicien en droit
Savignac	Nadia	283	Technicien en droit
Soly	Michel	283	Technicien en droit
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien en droit

Tsang	Anne-Marie	283	Technicien en droit
Turcotte	Danielle	283	Technicien en droit
Éthier	Julien	433	Préposé au matériel
Gagnon	Gino	630	Cadre
Gagnon	Marco	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Hamel	Julie	630	Cadre
Jobidon	Guillaume	630	Cadre
Métivier	Claude	630	Cadre
Tremblay	Patrice	630	Cadre
Persico	Marie-Josée	640	Cadre juridique
Lamarre	Marie	825	Juge administratif- Dirigeant
Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Beaubien	François	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Juge administratif
Beaudoin	Marie	826	Juge administratif
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Juge administratif
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bernier	Yolande	826	Juge administratif
Blanchet	Guy	826	Juge administratif
Blouin	Daniel	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif
Boudreault	Luce	826	Juge administratif
Bouvier	Philippe	826	Juge administratif
Breton	Gaëtan	826	Juge administratif – Vice-président
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bédard	Hélène	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélanger	Renée-Claude	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif – Vice-présidente
Caron	François	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Chaumont	Mario	826	Juge administratif
Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Corbeil	Simon	826	Juge administratif
Crochetière	Lina	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif
Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
Daoust	Linda	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif

Demers	François	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Deraiche	Robert	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Desroches	Martine	826	Juge administratif
Di Pasquale	Santina	826	Juge administratif
Downey	Jason Wayne	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Dufour	Jean-François	826	Juge administratif
Ellefsen	Henrik	826	Juge administratif
Firlotte	Ann	826	Juge administratif
Fiset	Dominic	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon-Grégoire	Michèle	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Girardin	Chantale	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grantham	Guy	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Guérard	Gaetan	826	Juge administratif
Gélinas	Nathalie	826	Juge administratif
Heap	Susan	826	Juge administratif
Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Ladouceur	Julie	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Landry	Johanne	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Lapointe	Judith	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
Legault	Marie-Eve	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif
Lessard	Carole	826	Juge administratif
Lessard	Émilie	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Magnan	Hugues	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif
Mercure	Francine	826	Juge administratif
Moffet	Guylaine	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Moreau	Sylvie	826	Juge administratif

Morin	Maryse	826	Juge administratif
Nadeau	Lucie	826	Juge administratif – Vice-présidente
Notebaert	Gérard	826	Juge administratif
Ouellet	Éric	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif
Perron	Pauline	826	Juge administratif
Picard	Josée	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Plante	Esther	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Racine	Carmen	826	Juge administratif
Rancourt	Julie	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Robitaille	Isabelle	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy	Guy	826	Juge administratif
Sams	Delton	826	Juge administratif
Samson	Julie	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Savard	Karine	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
Suicco	Alain	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Séguin	Manon	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Tremblay	J André	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Turcotte	Alain	826	Juge administratif
Vaillancourt	Anne	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaïkoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d’administration

Le TAT ne possède pas de conseil d’administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des commissaires qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATIONS :			
BRETON, Gaëtan	Vice-président VPRT	2019-01-03	2022-01-02

RENOUVELLEMENTS :			
PLANTE, Esther	Juge administratif	2018-04-14	2023-04-13
BRETON, Gaëtan	Juge administratif	2018-04-14	2020-04-13
ALLARD, Sylvain	Juge administratif	2018-05-26	2020-04-13
LAPRADE, Annie	Juge administratif	2018-08-19	2023-08-18
ST-LAURENT, Nancy	Juge administratif	2018-08-19	2023-08-18
THÉRIAULT, Lyne	Juge administratif	2018-08-19	2023-08-18
BENOÎT, Dominique	Juge administratif	2018-08-26	2023-08-25
BLOUIN, Karine	Juge administratif	2018-08-26	2023-08-25
LEMIEUX, Yves	Juge administratif	2018-08-26	2023-08-25
NOTEBAERT, Gérard	Juge administratif	2018-08-26	2020-07-03
RANGER, François	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
LESSARD, Carole	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
RIVARD, Jean-Luc	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
ARCAND, Sylvie	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
CROCHETIÈRE, Lina	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
JUTEAU, Francine	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
VAILLANCOURT, Anne	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
BLANCHARD, Nicole	Juge administratif	2018-08-31	2019-08-30
LANDRY, Johanne	Juge administratif	2018-08-31	2021-08-30
OUELLET, Éric	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
RACINE, Carmen	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
TREMBLAY, Norman	Juge administratif coordonnateur	2018-08-31	2023-08-30
MONTPLAISIR, Martine	Juge administratif	2018-08-31	2023-08-30
CHANEY, Anick	Juge administratif	2018-09-03	2023-09-02
DROLET, Christian	Juge administratif	2018-09-03	2023-09-02
GRIGNON, Marie-Claude	Juge administratif	2018-09-03	2023-09-02
AUDET, Josée	Juge administratif	2018-12-02	2023-12-01
LALONDE, Pierre	Juge administratif	2018-12-02	2023-12-01
JOUIS, Daniel	Juge administratif	2018-12-02	2023-12-01
BEAUMIER, Jean-François	Juge administratif	2018-12-02	2023-12-01
BRISEBOIS, Virginie	Juge administratif	2018-12-02	2023-12-01
CANUEL, Michel	Juge administratif	2018-12-02	2023-12-01
ROY, Guy	Juge administratif	2019-01-05	2020-04-30
ROISEUX, Marie-Anne	Juge administratif	2019-02-23	2023-02-22
GAGNON-GRÉGOIRE, Michèle	Juge administratif	2019-02-23	2024-02-22
LALONDE, Michel	Juge administratif coordonnateur	2019-02-23	2024-02-22

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l’ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 954 778,43 \$

Frais de représentation : 8 366,86 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 20 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP7

FOURNIR, POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS, VENTILÉS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

- a) des frais de déplacement;**
- b) des frais de représentation;**
- c) des frais de repas;**
- d) des frais de voyage;**
- e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.**

Voici les informations du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

a) Les frais de déplacement : 25 323 \$

b) Les frais de représentation : 5 075 \$

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 4 140 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 3 125 \$. L'ensemble des autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 1 950 \$.

c) Les frais de repas : 8 874 \$

d) Les frais de voyage : 20 629 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 2 569 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP9

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2019

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2019						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	8	50,0	24,0	20,0		102,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laurent/Iles-Mad./Gaspésie./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	6	60,0	28,0	43,0	1	138,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	153,0	72,0	130,5	1	370,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP155

**VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE LA
CRÉATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Économies budgétaires 2018-2019

Honoraires des membres issus	4 640 000,00 \$
Ressources affectées aux membres	250 000,00 \$
Gestion/gouvernance	50 000,00 \$
Frais de déplacement des membres	625 000,00 \$
Frais divers (impression-num-poste)	520 000,00 \$
Rapatriement des services administratifs	730 000,00 \$
Dépenses diverses membres	165 000,00 \$

TOTAL	6 980 000 \$
--------------	---------------------

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP156

**COPIE DES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES EN LIEN AVEC
LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.**

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport a été approuvé par la présidente du Tribunal le 26 mai 2016 et un dossier d'affaires a été présenté au Secrétariat du Conseil du trésor qui a confirmé verbalement que seule l'autorisation de la présidente du Tribunal était requise pour procéder.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP157

COÛTS ASSOCIÉS À LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Voir également la réponse à la question RP165.

ACTIVITÉ	COÛT
Mise à jour de SISTA	1 120 549 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP158

IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR L’EFFECTIF, EXPRIMÉ EN ETC, EN NOMBRE D’EMPLOYÉS. VENTILER PAR ANNÉE, PAR TYPE D’EMPLOI ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n’a pas eu d’impact sur le niveau d’effectifs

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP159

PRÉCISER L'IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NOMBRE DE POSTES CRÉÉS, ABOLIS ET TRANSFÉRÉS, DE DÉPARTS À LA RETRAITE, DE FINS DE POSTES, DE MISES EN DISPONIBILITÉ, DE NOMINATIONS; VENTILER PAR ANNÉE ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, les départs à la retraite ou les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP160

ÉVOLUTION DE L’EFFECTIF DEPUIS CINQ ANS, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI,
PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Voici les données au 28 février 2019 :

CATÉGORIES D’EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	153
Personnel de bureau	130,5
Techniciens	72
Ouvriers	1
Cadres	14
TOTAL	370,5

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP161

**NOMBRE ET MONTANT DES PRIMES DE DÉPART VERSÉES EN LIEN AVEC LA
MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP162

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL. FOURNIR UNE ÉVOLUTION SUR CINQ ANS EN INCLUANT LES BUDGETS DES ORGANISMES MAINTENANT FUSIONNÉS.

Du 1^{er} avril 2018 au 29 février 2019 :

Masse salariale	63 570 000 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	2 650 000 \$
Services professionnels, administratifs et autres	7 161 187 \$
Locations	7 458 813 \$
Fournitures et approvisionnement	765 000 \$
Amortissement	2 350 000 \$
Autres dépenses	88 000 \$
Total fonctionnement	20 473 000 \$
Total des dépenses	84 043 000 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP163

VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

Rémunération de base – effectif régulier	41 169 975,62 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	490 374,29 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	221 512,18 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	27 687,17 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	614,63 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	839 008,48 \$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	20 829,99 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	6 469,58 \$
Contribution employeur – effectif régulier	7 563 962,14 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	97 687,93 \$
<hr/>	
TOTAL	50 438 122,01 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP164

**COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP165

COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOTAMMENT :

- a. la formation;
- b. la publicité;
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;
- e. les baux résiliés et locaux vacants;
- f. achat de matériel;
- g. tout autre coût de transition.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019.

Voir également la réponse fournie à la question RP157.

- a. la formation : 0 \$
- b. la publicité : 0 \$
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique : 0 \$
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 0 \$
- e. les baux résiliés et locaux vacants : 0 \$
- f. achat de matériel : 0 \$
- g. tout autre coût de transition : 0 \$

SOURCE : Service des communications, Service des ressources matérielles et Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 18 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP166

LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des nominations à titre de juges administratifs depuis le 1^{er} janvier 2016 :

- M. François Beaubien
- Mme Yolande Bernier
- M. Guy Blanchet
- M. Daniel Blouin
- Mme Luce Boudreault
- M. Simon Corbeil
- M. François Demers
- Mme Martine Desroches
- M. Jason W. Downey
- M. Jean-François Dufour
- M. Henrik Ellefsen
- Mme Ann Firlotte
- M. Dominic Fiset
- Mme Nathalie Gélinas
- Mme Chantale Girardin
- M. Guy Grantham
- M. Gaétan Guérard
- Mme Julie Ladouceur
- Mme Marie-Ève Legault
- Mme Émilie Lessard
- M. Hugues Magnan
- Mme Josée Picard
- Mme Julie Rancourt
- Mme Isabelle Robitaille
- Mme Julie Samson
- Mme Karine Savard

SOURCE : Service des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP167

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Sort des requêtes	Année
	2018-2019
Accueillies	146
Désistements	10
Règlements	0
Rejetées	2
Sous-total	158

Article 46: Résolution de difficultés	
Sort des requêtes	Année
	2018-2019
Accueillies	2
Désistements	0
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	2

TOTAL	160
-------	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d'une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l'autre partie.

Les décisions motivées des juges administratifs sont accessibles par l'entremise du site Web de la SOQUIJ (<http://citoyens.soquij.qc.ca>), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du *Code du travail* sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP168

AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES, FOURNIR UNE LISTE DETAILLEE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNEE, NOM DE LA MUNICIPALITE, OBJET DE L'APPEL) DES REQUETES EN APPEL LOGEES PAR UN SECRETAIRE, UN SECRETAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT (ANCIENNEMENT CRT).

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2019

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20181881	2018-04-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Luc St-Jacques
			Ville de Laval
CM20182250	2018-05-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Nadia St-Pierre
			Ville de La Prairie
CM20182327	2018-05-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Stéphane Dorion
			Ville de Montréal
CM20182757	2018-05-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Mario Lazure
			Ville de Sorel-Tracy
CM20182762	2018-05-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Guy Grenier
			Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
CM20182834	2018-05-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Guy Grenier
			Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
CM20182922	2018-06-01	Code municipal du Québec (dest.)	Céline Lebel
			MRC du Haut-Saint-Laurent
CM20182923	2018-06-01	Code municipal du Québec (dest.)	Francine Crête
			MRC du Haut-Saint-Laurent
CM20182994	2018-05-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Natalie Dupuis
			Ville de Montréal
CM20183023	2018-05-30	Loi sur les cités et villes (dest.)	Isabelle Grenier
			Ville de Brossard
CM20183180	2018-06-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Normand Brisebois
			Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
CM20183200	2018-06-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Abdelwahid Bekkouche
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, Service de l'eau
CM20183565	2018-07-05	Code municipal du Québec (susp.)	Carole Gagné
			Municipalité de Saint-Zotique
CM20183616	2018-06-21	Loi sur les cités et villes (susp.)	Mario Morin
			Ville de Châteauguay
CM20183623	2018-07-06	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Wentworth-Nord
			Sophie Bélanger
CM20183687	2018-07-09	Loi sur les cités et villes (susp.)	Pierre Dupéré
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal (SPVM)
CM20183732	2018-07-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Chantal Bédard
			Ville de L'Assomption
CM20183733	2018-07-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Hélène Michaud
			Ville de L'Assomption
CM20184048	2018-07-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Daniel Chartrand
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
CM20184280	2018-08-13	Code municipal du Québec (dest.)	Julie Rail
			Municipalité de Grand-Remous
CM20184890	2018-09-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Rémi Richard
			Ville de L'Assomption
CM20185133	2018-09-20	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Pointe-des-Cascades
			Serge Raymond
CM20185209	2018-09-24	Loi sur les cités et villes (dest.)	Bruno Paquet
			Ville de Montréal
CM20185416	2018-10-03	Code municipal du Québec (dest.)	Frédéric Neault
			Municipalité de Saint-Amable
CM20185601	2018-10-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marc Zaila
			Ville de Bromont
CM20185903	2018-10-19	Code municipal du Québec (dest.)	Lucie Riendeau
			Municipalité de Sainte-Clotilde

CM20185990	2018-10-25	Code municipal du Québec (dest.)	Manon Lavoie
			Municipalité de Saint-Jean-Baptiste
CM20186164	2018-10-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Georges Lazurka
			Ville de Salaberry-de-Valleyfield
CM20186169	2018-10-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Alain Coutu
			Ville de Repentigny
CM20186484	2018-11-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Roger Berthelot
			Ville de Montréal
CM20186505	2018-11-14	Loi sur les cités et villes (susp.)	Joël Houde
			Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson
CM20186754	2018-11-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jean-Sébastien Séguin
			Ville de Laval
CM20186817	2018-11-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	André Rouleau
			Ville de Rouyn-Noranda
CM20186907	2018-12-03	Loi sur les cités et villes (susp.)	Nancy Bergeron
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
CM20186929	2018-12-04	Code municipal du Québec (dest.)	Marie-Claude Choquette
			Municipalité de Saint-André-Avellin
CM20187129	2018-12-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de Sainte-Thérèse
			Virginie Poirier
CM20187204	2018-12-14	Code municipal du Québec (dest.)	Michel Sauvé
			Municipalite de Saint-Stanislas-de-Kostka
CM20187338	2018-12-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Robert Bourguignon
			Ville de Saint-Lambert
CM20187403	2018-12-21	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan
			Virginie Riopelle
CM20190213	2019-01-17	Code municipal du Québec (dest.)	Lucie Paquette
			Municipalité de la paroisse Sainte-Marie-Madeleine
CM20190662	2019-02-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Christian Lévesque
			Ville de L'Assomption
CM20190769	2019-02-08	Code municipal du Québec (dest.)	Diane Leduc
			Municipalité de Fassett
CM20190825	2019-02-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Louis-François Monet
			Ville de Montréal
CM20190925	2019-02-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jacques Lalonde
			Ville de Montréal
CM20191030	2019-02-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	France Racicot
			Ville de L'Assomption
CQ20181518	2018-04-06	Code municipal du Québec (dest.)	Luc-Denis Morin
			Ville de Lévis
CQ20181922	2018-04-25	Loi sur les cités et villes (dest.)	Michel Couture
			Ville de Chandler
CQ20181923	2018-04-25	Code municipal du Québec (susp.)	Josée Godbout
			Municipalité de la Paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard
CQ20182125	2018-05-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Mario Miller
			Ville de Fermont
CQ20182126	2018-05-07	Code municipal du Québec (dest.)	Caroline Poulin
			Municipalité de Saint-Simon-les-Mines
CQ20182295	2018-05-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Éric Prud'homme
			Ville de Drummondville

CQ20183475	2018-06-19	Code municipal du Québec (susp.)	Mike Mckenna Régie intermunicipale de prévention et de protection incendie Memphrémagog Est
CQ20183651	2018-07-11	Code municipal du Québec (dest.)	Francine Masse Municipalité de Saint-Prosper-de- Champlain
CQ20183868	2018-07-17	Code municipal du Québec (dest.)	Antoine Bourke MRC de La Jacques-Cartier
CQ20183869	2018-07-17	Code municipal du Québec (susp.)	Antoine Bourke MRC de La Jacques-Cartier
CQ20184277	2018-08-10	Code municipal du Québec (susp.)	Mike Mckenna Régie intermunicipale de prévention et de protection incendie Memphrémagog Est
CQ20185187	2018-09-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Éric Arsenault Ville de Shannon
CQ20185615	2018-10-12	Code municipal du Québec (dest.)	Antoine Bourke MRC de La Jacques-Cartier
CQ20185669	2018-10-16	Loi sur les cités et villes (dest.)	Alain Lajoie Richard Côté Ville de Québec
CQ20186461	2018-11-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Isabelle Savard Ville de Saint-Augustin-de- Desmaures
CQ20186841	2018-11-29	Code municipal du Québec (dest.)	Martin Pelletier Paroisse de Sainte-Anne-de-la- Pocatière
CQ20187281	2018-12-18	Code municipal du Québec (dest.)	Chantal Lachance Municipalité de Beaumont
CQ20190132	2019-01-10	Code municipal du Québec (dest.)	Chantale Ramsay Municipalité de Tingwick
CQ20190186	2019-01-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de East Angus Yves Geoffroy
CQ20190236	2019-01-17	Code municipal du Québec (dest.)	Patrick Marcoux Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud
CQ20190381	2019-01-22	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Cacouna Vincent Bérubé
CQ20190499	2019-01-29	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Simon de Rimouski Mylène Boucher
CQ20190964	2019-02-11	Code municipal du Québec (dest.)	Gervais Gagnon Municipalité de Saint-Louis-du-Ha! Ha!
Total : 68			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP169

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES.

Pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail*.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP170

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail	54	66	106	146	2 399
Loi sur les normes du travail	438	527	416	516	3 339
Loi instituant le TAT	122	148	133	181	94
Loi secteur des affaires sociales	46	46	95	131	7
Lois – Services essentiels	8	8	26	29	78
Lois – Construction et qualification professionnelle	102	136	167	260	88
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	233	515	210	524	12
Loi – Responsables d’un service de garde	69	74	69	77	14
Lois – Statut des artistes	1184	1186	1184	1186	1
Autres lois	70	116	107	175	227

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l’ensemble des délais des cas de la Vice-présidence relations du travail du TAT.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP171

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2018	Avril	97	38	135
		Mai	130	48	178
		Juin	90	43	133
		Juillet	85	23	108
		Août	61	12	73
		Septembre	138	24	162
		Octobre	172	41	213
		Novembre	150	45	195
		Décembre	108	21	129
	2019	Janvier	118	37	155
		Février	150	36	186
TOTAL			1 299	368	1 667

Code du travail	2018	Avril	12	8	20
		Mai	48	10	58
		Juin	22	12	34
		Juillet	19	9	28
		Août	7	2	9
		Septembre	16	10	26
		Octobre	20	9	29
		Novembre	18	4	22
		Décembre	17	2	19
	2019	Janvier	11	4	15
		Février	27	3	30
TOTAL			217	73	290

.../2

Nombre de cas conclus
du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Sort des cas				
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Total
2018	Avril	129	123	196	37	485
	Mai	151	196	273	66	686
	Juin	117	153	180	49	499
	Juillet	120	182	251	51	604
	Août	91	135	162	47	435
	Septembre	120	192	170	38	520
	Octobre	130	276	231	38	675
	Novembre	141	179	219	53	592
	Décembre	119	142	201	46	508
2019	Janvier	93	202	236	53	584
	Février	166	199	189	117	671
Total		1 377	1 979	2 308	595	6 259

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP172

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL
OU LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS
RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE).

Cette question ne concerne que la division des relations du travail du TAT.

Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois
du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	
Code du travail					
Avril	57	57	89	125	184
Mai	48	55	128	154	243
Juin	53	63	107	134	205
Juillet	55	68	102	131	216
Août	45	55	107	159	146
Septembre	64	75	110	176	207
Octobre	79	97	130	153	255
Novembre	65	95	110	158	204
Décembre	47	55	103	153	179
Janvier	58	81	102	146	209
Février	46	54	83	130	351
Loi sur les normes du travail					
Avril	372	422	380	476	266
Mai	430	523	412	510	388
Juin	370	472	423	542	242
Juillet	425	548	409	527	331
Août	388	482	385	456	255
Septembre	466	525	438	523	269
Octobre	440	539	412	521	379
Novembre	509	576	467	566	327
Décembre	440	554	399	488	287
Janvier	478	575	430	526	337
Février	461	529	411	522	258

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail

Article 16 - congédiement*	72	188	137	248	88
Article 25 - champ libre*	31	31	57	63	286
Article 25 - conflit*	30	30	43	44	121
Article 39 - statut de salarié*	117	248	207	329	135
Article 39 - modification*	31	41	42	55	474
Article 41 - révocation*	32	32	51	54	136
Article 45 - transmission*	25	26	49	61	157
Article 47.3 – traitement par l’association*	162	192	199	258	141

*Article 16 CT – plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement
Article 25 CT – requête en accréditation, champ libre
Article 25 CT – requête en accréditation, conflit
Article 39 CT – requête en interprétation et statut de salarié
Article 39 CT – requête en modification d’accréditation
Article 41 CT – requête en révocation d’accréditation
Article 45 CT – requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
Article 47.3 CT – égalité de traitement par l'association

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 – plainte (maladie ou accident)*	405	484	394	485	575
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	507	543	436	486	49
Article 122 - plainte*	481	560	438	531	620
Article 122.1 - (retraite)*	448	552	447	525	8
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	307	434	383	489	422
Article 124 - plainte de congédiement*	462	555	426	530	1631
Article 128 - indemnité*	199	301	272	440	33

*Article 79.1 LNT - plainte de congédiement - maladie ou accident
Article 79.7 et 79.8 LNT - plainte de congédiement – congé pour raisons familiales ou parentales
Article 122 LNT - plainte de congédiement – général
Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique
Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante
Article 128 LNT - indemnité : requête pour fixation d’indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la Vice-présidence des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP173

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2019-2020.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 29 mars 2019

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2019						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	3,0		7,0
Québec	8	50,0	24,0	20,0		102,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		5,0	1,0	5,0		11,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	5,0		11,0
Bas-St-Laurent/Iles-Mad./Gaspésie/Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,0	1,0	3,0		6,0
Montréal	6	60,0	28,0	43,0	1	138,0
Montérégie		5,0	1,0	7,0		13,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	14	153,0	72,0	130,5	1	370,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP174

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES DROITS ET LIBERTÉS ET FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46. STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS.

Aucune plainte de cette nature ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP175

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONCILIEURS/MÉDIATEURS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 : 23 postes de conciliateurs/médiateurs
à la Vice-présidence RT du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP176

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEUR /
CONCILIATEUR, DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 400 séances de conciliation visant 2 071 dossiers, soit 90 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP177

DEPUIS DÉCEMBRE 2014, NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL.*

Le Tribunal administratif du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal.*

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP178

NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE PRINCIPALEMENT QUANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES* (PL 57).

Le Tribunal administratif du travail n’a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP179

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES RELATIVEMENT AUX SERVICES ESSENTIELS.

Pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

Une seule demande en révision judiciaire portant sur des décisions de la division des services essentiels a été notifiée au TAT (décision concernant une demande de redressement).

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 2 avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP180

DEPUIS CINQ ANS, DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYEN. VENTILER PAR TYPE DE DOSSIER.

Pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, le délai de traitement moyen a été de 29 jours pour 78 dossiers conclus par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP181

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, 29 dossiers en services essentiels ont été réglés par voie la de la médiation à la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP182

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, la division des services essentiels du TAT a rendu des décisions dans 78 dossiers répartis comme suit :

	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Évaluation des services essentiels	44	0	1
Difficultés découlant des listes de services essentiels	0	0	0
Avis de grève ou de lock-out non conformes	0	0	0
Mesures de redressement	32	1	0
Autorisation de dépôt à la cour supérieure	0	0	0
TOTAL DES DOSSIERS	76	1	1

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 11 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP183

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP184

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

	1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019
FINANCEMENT	3 314
PREVENTION ET INDEMNISATION	25 225
Retrait préventif	50
Mesures disciplinaires	127
LSST (autres)	119
LATMP (urgences)	175
Notion de lésion	13 962
Prestations	2 634
LATMP (autres)	38
Médical	8 009
Maladies pulmonaires	111
TOTAL	28 539

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties :

	1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019
Délai moyen de fermeture	357 jours

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 21 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP185

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES.

**DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE**

2018-2019

	1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019
Sans les remises	8,3 mois (253 jours)
Avec les remises	14,1 mois (427 jours)

Voir la fiche RP184 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP186

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Ainsi, il n'y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le commissaire dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-18 au 28-02-19
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	480 331 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP187

**NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR
ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019 :

Nombre de conciliateurs au 28 février 2019	49
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	3 636
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	5 144

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP188

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2018 et le 28 février 2019, la division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 15 297 désistements :

- 60,4 % (soit 9 245) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 39,6 % (soit 6 052) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP189

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT (ANCIENNEMENT CLP) OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2018 au 28-02-2019
Nombre de remises demandées *	
• Par les employeurs	4 633
• Par les travailleurs	3 524
• Par le TAT	24

* Ces chiffres représentent le nombre de dossiers remis et non le nombre d’audiences remises, puisqu’une audience porte souvent sur plus d’un dossier.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP190

**NOMBRE D’AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D’AVIS RENVERSÉS AU
COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

2018-2019

	01-04-2018 au 28-02-2019
Nombre d’avis émis par le BEM et ayant fait l’objet d’une contestation	1 411
Nombre de ces avis ayant été renversés	170

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP191

**POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS
ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES
CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2018 au 28-02-2019	01-04-2018 au 28-02-2019
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	0	1 397
Décisions accueillant les requêtes	0	727 (52 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	151 (10,8 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	519 (37,2 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2018 au 28-02-2019	01-04-2018 au 28-02-2019
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	3 055	1 612
Décisions accueillant les requêtes	1 224 (40,1 %)	738 (40 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	217 (7,1 %)	260 (16,1 %)
Décisions rejetant les requêtes	1 614 (52,8 %)	614 (38,1 %)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP192

**NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TRIBUNAL ET NATURE DES PLAINTES AU
COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Les statistiques qui suivent présentent le nombre de plaintes traitées en 2018-2019, les motifs invoqués et le sort réservé à chacune des plaintes. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu’aucune intervention n’apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d’ouverture.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, le Service des plaintes du TAT a enregistré 46 plaintes, dont 13 étaient fondées, 2 fondées en partie, 12 non fondées et 19 irrecevables.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				11	11
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)	2		1		3
LOIS ET RÈGLEMENTS				1	1
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	3		4		7
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	1		2	1	4
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES	2	2	2	2	8
AUDIENCE	1		1	1	3
CONCILIATION	2		2		4
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS					0
LANGUE					0
ACCRÉDITATION					0
AUTRES	1		1	3	5
TOTAL :	12	2	13	19	46

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d’éviter qu’une telle situation se reproduise.

SOURCE : Service des plaintes
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 29 mars 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP193

**VENTILATION DETAILLEE DES SOMMES ALLOUEES AU FONDS DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2018-2019 ET PREVISIONS
POUR 2019-2020.**

Voici la ventilation des sommes allouées pour 2018-2019 :

CNESST	76 169 824 \$
Ministre responsable du Travail	6 354 076 \$
Ministre de l’Emploi et de la Solidarité sociale	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 29 mars 2019